

Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 28 mars 1996
Pour être diffusé à 8 h 30

STATISTICS CANADA
STATISTIQUE CANADA
MAR 28 1996

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE

- **Revenu après impôt des familles, 1994** 3
En 1994, après quatre années de baisse consécutive, le revenu familial après impôt a quelque peu augmenté, principalement à cause du regain du marché du travail.
- **Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse, 1994-1995** 7
En 1994-1995, 110 000 causes ont été entendues devant les tribunaux de la jeunesse, ce qui correspond à une baisse de 5% par rapport à l'année précédente. Cette diminution est l'inverse de l'augmentation continue du nombre de causes observée depuis le milieu de la dernière décennie.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Placement sous garde et probation chez les adolescents, 1994-1995 9
- Acier en formes primaires, semaine se terminant le 23 mars 1996 9

(suite à la prochaine page)

Répertoire des séries chronologiques CANSIM 1996

Le *Répertoire des séries chronologiques CANSIM*, en version disque compact ou papier, sert de guide des données contenues dans la base de données des séries chronologiques CANSIM. L'accès en direct à cette base est offert à l'échelle mondiale par l'entremise d'un certain nombre de distributeurs.

Le disque compact facilite et accélère les recherches du répertoire. Il vous est possible de chercher par mot-clé et par sujet. Le disque renferme en outre un thésaurus des termes employés par Statistique Canada et un module d'apprentissage intitulé «À propos des données de Statistique Canada». Ce dernier vous offre plus de renseignements sur les données et services mis à votre disposition par Statistique Canada.

Le disque compact *StatCan: Disque du répertoire CANSIM* comprend une mise à jour trimestrielle (Canada: 100\$; États-Unis: 120\$US; autres pays: 140\$US). Une série de trois volumes sur support papier, incluant une modification semestrielle, le *Répertoire des séries chronologiques CANSIM*, est aussi disponible (Canada: 250\$, États-Unis: 300\$US, autres pays: 350\$US). Vous pouvez aussi commander la *Table de concordance entre les numéros de matrices, de séries et les numéros de Databank* en version papier (Canada: 85\$; États-Unis: 102\$US, autres pays: 119\$US).

Pour plus de renseignements, communiquez avec Mary Townson au (613) 951-1122, Division du marketing, ou encore communiquez avec votre Centre de consultation régional.



AUTRES COMMUNIQUÉS – fin

Stocks de viandes congelées, 1er mars 1996	9
Comptes du bilan national: correction, 1995	9

NOUVELLES PARUTIONS 10

CENTRES DE CONSULTATION RÉGIONAUX 11

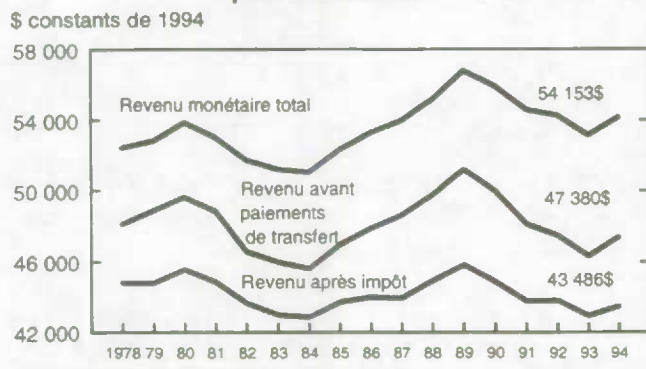
PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

Revenu après impôt des familles

1994

En 1994, après quatre années de baisse consécutive, le revenu familial après impôt a quelque peu augmenté, principalement à cause du regain du marché du travail. Le revenu moyen après impôt des familles en 1994, basé sur des estimations dérivées de l'Enquête annuelle sur les finances des consommateurs, était de 43 486\$, en hausse de 1,3% par rapport à 1993, après correction pour l'inflation (telle que mesurée par l'indice des prix à la consommation). Par conséquent, le revenu après impôt a récupéré plus de 500\$, soit 19,1%, des quelque 3 000\$ perdus depuis 1989, année où le revenu a atteint un niveau record.

Revenu monétaire total moyen, revenu moyen avant transferts et revenu moyen après impôt pour les familles



Le redressement du revenu familial après impôt découle d'une augmentation des gains d'emploi. Après quatre années de baisse, le revenu moyen avant transferts est passé à 47 380\$, soit à environ 1 000\$ de plus qu'en 1993. Les données publiées en décembre 1995 de l'Enquête sur les finances des consommateurs révèlent qu'environ 9,3 millions de personnes ont tiré un revenu d'un emploi à temps plein pendant toute l'année 1994, ce qui constitue une hausse de 2,8% par rapport à 1993 et la première augmentation importante en cinq ans. Cette reprise du marché du travail a été en grande partie attribuée à la nouvelle vitalité de l'emploi dans les secteurs de la fabrication traditionnellement des plus rémunérateurs. Cependant, le revenu avant transferts accusait tout de même un retard de près de 4 000\$ par rapport au sommet de la précession atteint en 1989.

Note aux lecteurs

Pour calculer le revenu après impôt, on ajoute les paiements de transfert gouvernementaux en espèces (par exemple, les prestations de Sécurité de la vieillesse, du Régime de pensions du Canada ou du Régime de rentes du Québec, des prestations fiscales pour enfants et d'assurance-chômage) au revenu avant transferts (essentiellement le revenu du travail et les revenus de placement) et on en soustrait l'impôt sur le revenu. La «récupération fiscale» des prestations d'assurance-chômage et de Sécurité de la vieillesse est considérée comme une majoration d'impôt plutôt que comme une diminution des paiements de transfert.

Les transferts en espèces et l'impôt sur le revenu des particuliers constituent deux mécanismes importants de redistribution des revenus. Toutefois, les effets redistributifs étudiés dans le présent document ne retracent pas tout le fonctionnement des dépenses et des recettes gouvernementales. Par exemple, les dépenses en santé et en éducation et les revenus de taxes de vente sont exclus. Les transferts en espèces représentent 24% des dépenses totales et l'impôt sur le revenu des particuliers, 34% des recettes totales. Parce que les données de l'enquête se réfèrent seulement au revenu familial, il faut se garder de toutes conclusions injustifiables pouvant être tirées sur les «prestations nettes» de l'impôt et les transferts basées sur les données présentées ici.

Les montants et les pourcentages présentés ici ont été calculés en moyenne et en dollars constants de 1994. D'autres chiffres, par exemple des valeurs médianes, peuvent également être obtenus pour analyse.

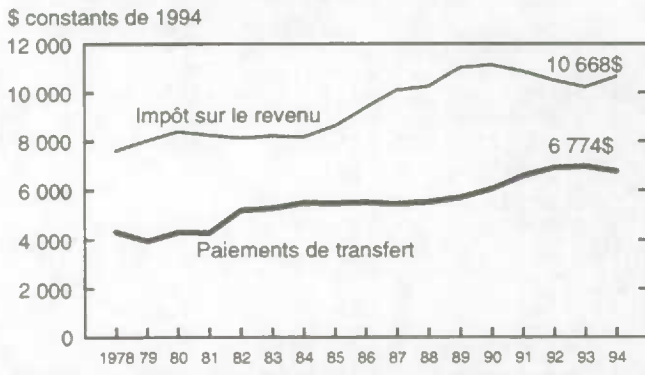
Les estimations ont été établies à partir de données recueillies dans le cadre de l'Enquête sur les finances des consommateurs, un supplément à l'Enquête sur la population active d'avril 1995 (couvrant environ 38 000 ménages). L'échantillon ne comprend pas les personnes placées en établissement ni les ménages vivant au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et les réserves indiennes.

L'évolution récente laisse croire que l'augmentation du revenu observée en 1994 pourrait avoir stagné en 1995. En 1995, les améliorations des conditions prévalant sur le marché du travail ont perdu quelque peu de leur élan. Bien que l'emploi continue à croître, le rythme de croissance de la création d'emplois à temps plein et à temps partiel s'est affaibli comparativement à 1994. Le nombre d'emplois total a augmenté de 88 000 durant l'année, et plus de 90% de ces emplois étaient à temps partiel. En outre, les règlements salariaux en 1995 n'ont pas enregistré d'augmentations réelles. Par ailleurs, les changements apportés aux programmes sociaux par tous les niveaux d'administration se sont traduits par des réductions des paiements de transfert aux familles.

Les paiements de transfert à la hausse pour les personnes âgées mais stables dans l'ensemble

Les paiements de transfert aux familles ont atteint 6 774\$ en moyenne et restent ainsi pratiquement inchangés pour une deuxième année d'affilée, malgré la progression constante des paiements aux personnes âgées. Les paiements plus élevés aux personnes âgées ont été contrebalancés par des paiements décroissants aux personnes non âgées. Les prestations d'assurance-chômage ont diminué en 1994, partiellement en raison des modifications au programme d'assurance-chômage qui sont entrées en vigueur en juillet 1994 et, aussi partiellement, au moins grand nombre de prestataires, car les gens ont trouvé un emploi ou ont épuisé leurs prestations.

Paiements de transfert moyens et impôt moyen sur le revenu des familles



Hausse de l'impôt sur le revenu imputable à l'augmentation des gains

L'impôt sur le revenu versé par les familles a atteint en moyenne 10 668\$, en hausse de 446\$ par rapport à 1993. La moyenne a augmenté parce que les gains familiaux susceptibles d'être imposés ont été plus élevés, car les salariés de bon nombre de familles qui étaient en chômage ou sous-employés pendant la récession ont trouvé un emploi à temps plein. Il s'agissait de la première augmentation réelle de l'impôt moyen versé depuis 1989.

Disparité des revenus en 1994 atténuée par l'impôt et les transferts

En 1994, l'effet conjugué de l'impôt sur le revenu des particuliers et des transferts a rétréci l'écart entre le revenu après impôt de ceux au sommet et de ceux au bas de l'échelle des revenus. Avant l'impôt et les

transferts, les particuliers dans les 20% au sommet gagnaient 22 fois plus que ceux dans les 20% au bas. Après l'impôt et les transferts, le revenu des premiers était 5 fois plus élevé que celui des seconds.

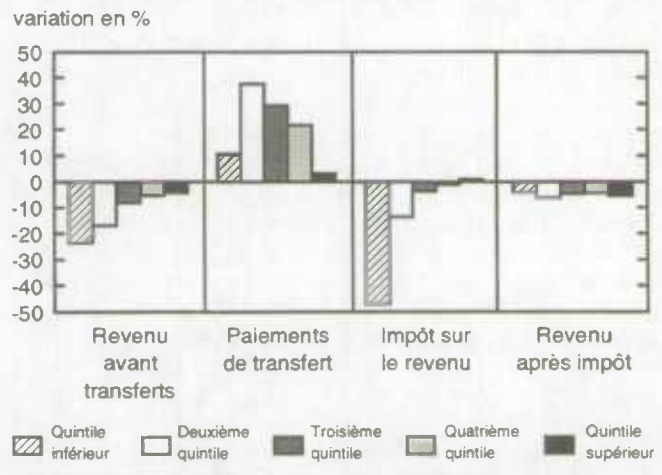
Les familles du quintile inférieur (le cinquième des familles dont le revenu est le plus faible) ont vu leur revenu moyen passer de 4 660\$ avant transferts à 16 733\$ après impôt. Par contre, pour les familles du quintile supérieur, le revenu moyen de 104 540\$ avant l'impôt et les transferts tombait à 80 084\$ après impôt.

Augmentation historique de l'inégalité neutralisée par l'impôt et les transferts

Après avoir culminé en 1989, le revenu familial après impôt a baissé en raison surtout de la diminution des gains que la perte d'emplois durant la récession a occasionnée. Les données révèlent que l'écart entre le revenu des familles à revenu élevé et celui des familles à faible revenu s'est creusé avant l'impôt et les transferts durant cette période, mais ne s'est pas creusé après l'impôt et les transferts.

Avant l'impôt et les transferts, le cinquième des familles les plus pauvres ont connu la plus forte baisse de revenu entre 1989 et 1994, soit 24%. Le cinquième plus riche a le moins souffert, avec un recul de 4%. Après les transferts et l'impôt, les reculs correspondants s'établissent à 4% et 6% respectivement. Les transferts augmentent et l'impôt diminue, ce qui tend à niveler le recul du revenu après impôt dans toutes les tranches de revenu.

Changement dans le revenu familial et l'impôt sur le revenu selon le quintile, de 1989 à 1994



Au cours de la dernière décennie, le même scénario se produit: une tendance à l'augmentation de l'inégalité du revenu avant l'impôt et les transferts a été neutralisée par l'effet des paiements de transfert et l'impôt sur le revenu. Entre 1984 et 1994, les trois quintiles les plus bas n'ont pratiquement eu aucun changement de leur revenu avant transferts. Les deux quintiles du haut ont joui de gains réels avec, à leur tête, le plus haut qui a eu une augmentation de 6%. Cependant, une fois les paiements de transfert et les taxes pris en considération, c'est le quintile le plus bas qui a profité de la plus grande hausse (+9%).

Entre 1984 et 1994, l'impôt sur le revenu a augmenté pour tous les groupes. Les hausses de revenu avant impôt des deux quintiles supérieurs (les 40% au sommet de ceux gagnant un revenu) ont été entièrement neutralisées par d'importantes augmentations d'impôt. En fait, ces dernières ont compensé la plus grande partie de la hausse des paiements de transfert partagés par toutes les familles. Le gain de revenu après impôt enregistré par le quintile inférieur au cours de la période observée était entièrement imputable à l'augmentation des paiements de transfert. Les augmentations de paiements de transfert et d'impôt ont été presque égales pour le quintile du milieu: le revenu de ce groupe est demeuré presque inchangé avant les transferts et après l'impôt.

Autres faits intéressants

Il est intéressant de noter qu'après les transferts et l'impôt, trois familles âgées sur cinq se retrouvent dans les deux quintiles les plus bas, malgré l'augmentation des paiements de transfert en 1994.

De plus, en dépit du fait que les familles monoparentales ayant une femme à leur tête aient reçu les paiements de transfert moyen les plus élevés de toutes les familles non âgées, six sur dix d'entre elles se retrouvent dans le quintile inférieur.

Les données font aussi ressortir que presque la moitié des familles biparentales avec trois personnes ou plus gagnant un revenu sont dans le quintile le plus élevé.

La publication *Revenu après impôt, répartition selon la taille du revenu au Canada, 1994* (13-210-XPB, 30\$) est en vente aujourd'hui. Voir «Pour commander les publications».

Il sera possible de se procurer plus tard des fichiers renfermant des données sur les revenus en 1994 des familles économiques et des particuliers âgés de 15 ans et plus, ainsi que des données sur leurs caractéristiques sociodémographiques. Ces fichiers ont été soigneusement examinés pour garantir qu'ils ne renferment aucun renseignement qui permettrait d'identifier des ménages, des familles ou des particuliers. Vous pouvez les commander en communiquant avec la Division des enquêtes-ménages. Les totalisations spéciales sont aussi disponibles sur demande.

L'Enquête de 1995 sur les finances des consommateurs a été pondérée par des estimations de population qui tenaient compte d'un ajustement compensatoire au sous-dénombrement du recensement. Les données pour la période comprise entre 1980 et 1994 ont été repondérées selon cette base, et toutes les analyses de ce présent communiqué sont fondées sur ces nouvelles estimations.

Pour plus de renseignements ou pour obtenir des totalisations spéciales, communiquez avec Réjean Lasnier au (613) 951-5266, Daniel Dekoker au (613) 951-4643 ou Donald Dubreuil au (613) 951-4633, Section des enquêtes sur le revenu et le logement, Division des enquêtes-ménages. Internet: income@statcan. □

Revenu moyen et impôt payé, selon le type de familles
1994

	Revenu moyen avant transferts	Plus paiements de transfert moyen	Moins impôt moyen sur le revenu	Égale revenu moyen après impôt
en \$ constants de 1994				
Total des familles	47 380	6 774	10 668	43 486
Couples de personnes âgées	19 867	17 502	4 916	32 453
Couples autres que de personnes âgées	50 735	3 407	11 572	42 570
Familles biparentales				
Une personne gagnant un revenu	39 337	6 248	9 415	36 170
Deux personnes gagnant un revenu	59 291	3 820	13 727	49 385
Familles monoparentales ayant une femme à leur tête	15 901	8 156	2 505	21 553
Total des personnes seules	18 600	5 146	4 332	19 414
Personnes seules âgées	7 178	11 602	1 915	16 865
Personnes seules autres que des personnes âgées	22 872	2 732	5 236	20 368

Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse

1994-1995

En 1994-1995, 110 000 causes ont été entendues devant les tribunaux de la jeunesse au Canada, ce qui correspond à une baisse de 5% par rapport à l'année précédente. Cette diminution est l'inverse de l'augmentation continue du nombre de causes observée depuis le milieu de la dernière décennie.

Le nombre de causes impliquant des infractions contre la personne et des infractions contre les biens a diminué, tandis que le nombre d'infractions reliées aux drogues a augmenté sensiblement. Deux tiers des causes (74 000) entendues devant les tribunaux de la jeunesse en 1994-1995 se sont soldées par un verdict de culpabilité.

Diminution importante du nombre de causes impliquant des infractions contre les biens

En 1994-1995, les tribunaux de la jeunesse ont enregistré une baisse de 11% relativement aux condamnations issues des causes impliquant des infractions contre les biens ainsi qu'une baisse de 2% relativement aux condamnations issues des causes impliquant des infractions contre la personne. Toutefois, on a remarqué une forte augmentation du nombre de causes relatives à des drogues, laquelle semble être attribuable à une exécution plus assidue de la loi en ce qui concerne les infractions relatives aux drogues dites «douces».

Type d'infraction

	1993-1994	1994-1995	1993-1994 à 1994-1995 variation en %
	nombre de causes		
Total des causes	115 949	109 743	-5
Infractions contre les biens	59 138	53 007	-11
Infractions contre la personne	23 374	23 010	-2
Autres infractions au Code criminel	18 922	18 327	-3
Infractions à la Loi sur les jeunes contrevenants	11 018	10 704	-3
Infractions reliées aux drogues	3 130	4 522	49
Autres infractions fédérales	367	173	-53

Les infractions contre les biens représentaient presque la moitié du nombre total de condamnations. L'infraction la plus fréquente devant les tribunaux

Note aux lecteurs

L'analyse dans cette diffusion est fondée sur les données de l'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse recueillies par le Centre canadien de la statistique juridique en collaboration avec les ministères provinciaux et territoriaux responsables des tribunaux de la jeunesse.

L'Enquête recueille des données provenant de tous les tribunaux de la jeunesse au Canada sur l'ensemble des adolescents âgés de 12 à 17 ans comparant relativement à des infractions aux lois fédérales. Dans le présent rapport, ces infractions comprennent les infractions relatives au Code criminel, aux drogues, à la Loi sur les jeunes contrevenants et aux autres lois fédérales.

était le vol de biens valant moins de 1 000\$. Une condamnation sur cinq impliquait des crimes contre la personne, la moitié de ces derniers étant des voies de fait mineures. Au cours des huit dernières années, le nombre d'infractions contre la personne a presque doublé, cette hausse étant en grande partie attribuable à l'augmentation du nombre de voies de fait mineures.

La plupart des peines imposées par les tribunaux de la jeunesse sont purgées dans la communauté

La probation, qui était la peine la plus fréquente en 1994-1995, a été imposée relativement à 48% de toutes les condamnations. La majorité des ordonnances de probation étaient d'une durée de 12 mois et plus.

Approximativement 18% des contrevenants ont été placés sous garde en milieu ouvert, et 16% ont été placés sous garde en milieu fermé. Presque trois quarts des peines impliquant la garde étaient d'une durée de trois mois et moins.

Environ 6% des causes se sont soldées par l'imposition d'amendes dont la somme moyenne était de 161\$. Trois condamnations sur dix comprenaient une ordonnance de travaux communautaires d'un type quelconque.

Quatre causes sur cinq impliquaient des adolescents

En 1994-1995, quatre contrevenants sur cinq étaient de sexe masculin. La moitié de toutes les causes impliquaient des adolescents âgés de 16 ou 17 ans. Les adolescents étaient plus âgés que les adolescentes. Plus de la moitié (54%) des adolescents étaient âgés de 16 ou 17 ans comparativement à 41% des adolescentes.

En général, les contrevenants plus jeunes comparaissaient relativement à des accusations différentes à celles portées contre les contrevenants

plus âgés. Les enfants de 12 ou 13 ans étaient plus susceptibles d'être accusés de vol de moins de 1 000\$, de voies de fait mineures et d'introduction par effraction. Par contre, les contrevenants plus âgés étaient plus souvent impliqués dans des infractions telles que le défaut de comparaître, la possession de biens volés, le vol de biens valant plus de 1 000\$ et des infractions reliées aux drogues.

En 1994-1995, quatre causes sur dix se soldant par une condamnation impliquaient des récidivistes. Environ le quart des récidivistes avaient encouru au moins trois condamnations antérieures. Les récidivistes sont plus susceptibles de commettre des infractions contre les biens et, par conséquent, moins portés à

commettre des infractions contre la personne, que les contrevenants primaires.

Le rapport annuel *Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse, 1994-1995* (85-522-XPB, 35\$) et le volume 16, numéro 4 du bulletin *Juristat: Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse: Faits saillants de 1994-1995* (85-002, 10\$/90\$) sont maintenant en vente. Voir «Pour commander les publications».

Pour plus de renseignements, communiquez avec la Sous-section de l'information et des services à la clientèle au (613) 951-9023, Centre canadien de la statistique juridique. ■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Placement sous garde et probation chez les adolescents

1994-1995

À tout moment en 1994-1995, 4 900 adolescents, en moyenne, étaient sous garde, et 36 000 adolescents étaient en probation. Approximativement 85% des adolescents placés sous garde purgeaient leur peine en milieu fermé ou en milieu ouvert. Les autres adolescents étaient en détention provisoire en attendant le règlement de leur procès.

Le taux des adolescents condamnés au placement sous garde a augmenté régulièrement. Le taux de 17,7 pour 10 000 adolescents représente une augmentation globale de 14% depuis 1990-1991. Même si la majorité des adolescents placés sous garde ont été condamnés relativement à des crimes contre les biens, c'est-à-dire non violents, cette proportion a diminué régulièrement, soit de 50% en 1991-1992 à 43% en 1994-1995.

Le volume 16, numéro 5 du bulletin *Juristat: Le placement sous garde et la probation chez les adolescents au Canada, 1994-1995* (85-002, 10\$/90\$) est maintenant en vente. Voir «Pour commander les publications».

Pour plus de renseignements, communiquez avec la Sous-section de l'information et des services à la clientèle au (613) 951-9023, Centre canadien de la statistique juridique. Numéro sans frais: 1 800 387-2231. ■

Acier en formes primaires

Semaine se terminant le 23 mars 1996 (données provisoires)

La production d'acier en formes primaires pour la semaine se terminant le 23 mars 1996 a atteint 286 552 tonnes métriques. Il s'agit de 0,5% de moins que la production de 288 124 tonnes métriques de la semaine précédente et de 2,1% de moins que la production de 292 642 tonnes métriques de la semaine correspondante de l'année précédente.

Le total cumulatif au 23 mars 1996 est de 3 280 460 tonnes métriques, en baisse de 1,1% comparativement à 3 317 696 tonnes métriques pour la même période en 1995.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Greg Milsom au (613) 951-9827, Division de l'industrie. ■

Stocks de viandes congelées

1^{er} mars 1996

Les stocks de viandes congelées dans les entrepôts frigorifiques au 1^{er} mars 1996 totalisaient 38 925 tonnes métriques, comparativement à 37 823 tonnes métriques le mois précédent et à 46 190 tonnes un an plus tôt.

Données stockées dans CANSIM: matrices 87 et 9517 à 9525.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Robert Plourde au (613) 951-8716, Division de l'agriculture. ■

Comptes du bilan national: correction

1995

Une erreur s'est glissée dans le communiqué intitulé «Comptes du bilan national» paru dans *Le Quotidien* du 26 mars 1996.

Le tableau «Valeur nette nationale» publié en page 5 aurait dû se lire en milliards de dollars et non pas en billions de dollars. Cette correction ne s'applique pas au texte, dans lequel il est bel et bien question de billions de dollars.

Les lecteurs et lectrices des versions électroniques du *Quotidien* sont priés de noter que la correction a déjà été apportée au tableau.

Données stockées dans CANSIM: matrices 751 à 795.

Pour plus de renseignements, communiquez avec l'agent d'information au (613) 951-3640, Division des comptes nationaux et de l'environnement. ■

NOUVELLES PARUTIONS

Revenu après impôt, répartition selon la taille du revenu, 1994

Numéro au catalogue: 13-210-XPB

(Canada: 30\$; États-Unis: 36\$US; autres pays: 42\$US).

Production et disposition des produits du tabac, février 1996

Numéro au catalogue: 32-022-XPB

(Canada: 6\$/60\$; États-Unis: 8\$US/72\$US; autres pays: 9\$US/84\$US).

Juristat: Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse: Faits saillants de 1994-1995, vol. 16, n° 4
Numéro au catalogue: 85-002

(Canada: 10\$/90\$; États-Unis: 12\$US/108\$US; autres pays: 14\$US/126\$US).

Juristat: Le placement sous garde et la probation chez les adolescents au Canada, 1994-1995, vol. 16, n° 5

Numéro au catalogue: 85-002

(Canada: 10\$/90\$; États-Unis: 12\$US/108\$US; autres pays: 14\$US/126\$US).

Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse, 1994-1995

Numéro au catalogue: 85-522-XPB

(Canada: 35\$; États-Unis: 42\$US; autres pays: 49\$US).

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" - "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 - 1984.



Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1996. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.

Pour commander les publications

Simplifiez vos recherches en feuilletant le *Catalogue de Statistique Canada, 1994* (11-204F, Canada 15\$; États-Unis: 18\$US; autres pays: 21\$US). L'index des mots-clés vous aidera à trouver des données statistiques sur l'activité économique et sociale.

Commandez *Le Quotidien* et autres publications par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez: **1 (800) 267-6677**

Pour les autres pays, composez: **1 (613) 951-7277**

Ou envoyer votre commande par télécopieur: **1 (613) 951-1584**

Pour un changement d'adresse: veuillez indiquer votre numéro de compte.

Pour commander par la poste, écrivez à: Ventes et services, Division de la commercialisation, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada/Publications. Au Canada, ajoutez 7% de TPS.

Les centres régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de votre annuaire téléphonique sous la rubrique « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

CENTRES DE CONSULTATION RÉGIONAUX

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent une gamme complète de produits et services. On y trouve une bibliothèque et un comptoir de vente où vous pouvez consulter ou acheter nos différents produits, dont nos publications, disquettes et CD-ROM, microfiches et cartes.

Chaque centre vous offre la possibilité d'extraire de l'information des systèmes de retrait de données CANSIM et E-STAT. Un service téléphonique de renseignements est également disponible; ce service est gratuit pour les clients se trouvant à l'extérieur des secteurs d'appels locaux. On y offre également plusieurs autres services utiles, allant des séminaires aux consultations. Pour plus d'informations, communiquez avec le centre de consultation de votre région.

**Terre-Neuve, Labrador,
Île-du-Prince-Édouard,
Nouvelle-Écosse et
Nouveau-Brunswick**
Services consultatifs
Statistique Canada
Centre North American Life
1770, rue Market
Halifax (N.-É.)
B3J 3M3

Appel local: (902) 426-5331
Sans frais: 1-800-263-1136
Télécopieur: 1-902-426-9538

Québec

Services consultatifs
Statistique Canada
200, boul. René-Lévesque Ouest
Complexe Guy-Favreau
4^e étage, Tour Est
Montréal (Qc)
H2Z 1X4

Appel local: (514) 283-5725
Sans frais: 1-800-263-1136
Télécopieur: 1-514-283-9350

Région de la Capitale nationale

Services consultatifs
Centre de consultation statistique
(RCN)
Statistique Canada
Rez-de-chaussée, imm. R.-H.-Coats
Tunney's Pasture
Ottawa (Ont.)
K1A 0T6

Appel local: (613) 951-8116

Si vous demeurez à l'extérieur de la zone de communication locale, veuillez composer le numéro sans frais d'interurbain pour votre province.
Télécopieur: 1-613-951-0581

Ontario

Services consultatifs
Statistique Canada
10^e étage, imm. Arthur Meighen
25, avenue St. Clair Est
Toronto (Ont.)
M4T 1M4

Appel local: (416) 973-6586
Sans frais: 1-800-263-1136
Télécopieur: 1-416-973-7475

Manitoba

Services consultatifs
Statistique Canada
Édifice MacDonald
344, rue Edmonton, pièce 300
Winnipeg (Man.)
R3B 3L9

Appel local: (204) 983-4020
Sans Frais: 1-800-263-1136
Télécopieur: 1-204-983-7543

Saskatchewan

Services consultatifs
Statistique Canada
Tour Avord, 9^e étage
2002, avenue Victoria
Regina (Sask.)
S4P 0R7

Appel local: (306) 780-5405
Sans frais: 1-800-263-1136
Télécopieur: 1-306-780-5403

Sud de l'Alberta

Services consultatifs
Statistique Canada
First Street Plaza
Pièce 401
138,4^e avenue Sud-est
Calgary (Alb.)
T2G 4Z6

Appel local: (403) 292-6717
Sans frais: 1-800-263-1136
Télécopieur: 1-403-292-4958

Alberta et Territoires du Nord-Ouest

Services consultatifs
Statistique Canada
8^e étage, Park Square
10001, Bellamy Hill
Edmonton (Alb.)
T5J 3B6

Appel local: (403) 495-3027
Sans Frais: 1-800-263-1136
Télécopieur: 1-403-495-5318

Colombie-Britannique et Yukon

Services consultatifs
Statistique Canada
Library Square Tower
300, rue Georgia Ouest, pièce 600
Vancouver (C.-B.)
V6B 6C7

Appel local: (604) 666-3691
Sans frais: 1-800-263-1136
Télécopieur: 1-604-666-4863

Appareils de télécommunications pour les malentendants

Sans frais: 1-800-363-7629

Les statistiques

STATISTICS CANADA LIBRARY
BIBLIOTHEQUE STATISTIQUE CANADA



1010210622

agricoles

à votre service

Saviez-vous que la **Division de l'agriculture** de Statistique Canada fournit à un grand nombre de ses clients des **services spéciaux** qui sont adaptés à leurs besoins en matière de données? La Division puise à même une vaste gamme de renseignements pour vous fournir **les données qu'il vous faut pour prendre des décisions importantes en tant que spécialiste de l'agroalimentaire**.

TOTALISATIONS SPÉCIALES

Vous cherchez des données précises sur l'agriculture pour vous aider dans votre travail quotidien? La Division de l'agriculture peut vous fournir des tableaux et des rapports personnalisés qui renferment les données requises. Vous pouvez choisir les variables qui vous intéressent à partir de l'une ou plusieurs de nos bases de données et recevoir les totalisations sous la forme **qui répond le mieux à vos besoins**.

ÉTUDES ANALYTIQUES

Vous voulez une analyse approfondie des données qui touchent votre industrie ou votre marché? L'équipe de spécialistes de la Division de l'agriculture possède l'expérience pratique de l'analyse des données **dont vous avez besoin**.

ENQUÊTES PERSONNALISÉES

Vous voulez des renseignements inédits mais vous ne savez pas comment les obtenir? La Division de l'agriculture peut mener une enquête spéciale ou élargir la portée d'une enquête existante, **uniquement pour vous**. Ne ratez pas l'occasion de découvrir ce que bien des professionnels du domaine de l'agriculture savent depuis des années - Statistique Canada possède le savoir et la compétence nécessaires pour exécuter le travail!

Appelez-nous sans frais au 1-800-465-1991 ou communiquez avec le centre de consultation de Statistique Canada qui se trouve dans votre région, et découvrez dès aujourd'hui ce que nous pouvons faire pour vous!

Centres de consultation régionaux de Statistique Canada

Halifax

1-800-565-7192
(902) 426-5331
Fax: (902) 426-9538

Montréal

1-800-361-2831
(514) 283-5725
Fax: (514) 283-9350

Ottawa

(613) 951-8116
Fax: (613) 951-0581

Toronto

1-800-263-1136
(416) 973-6586
Fax: (416) 973-7475

Winnipeg

1-800-661-7828
(204) 983-4020
Fax: (204) 983-7543

Regina

1-800-667-7164
(306) 780-5405
Fax: (306) 780-5403

Calgary

1-800-882-5616
(403) 292-6717
Fax: (403) 292-4958

Edmonton

1-800-563-7828
(403) 495-3027
Fax: (403) 495-5318

Vancouver

1-800-663-1551
(604) 666-3691
Fax: (604) 666-4863

Appareils de télécommunications pour les malentendants
1-800-363-7629

